



Financé par
l'Union européenne



CIRGL CONFÉRENCE INTERNATIONALE
SUR LA RÉGION DES GRANDS LACS



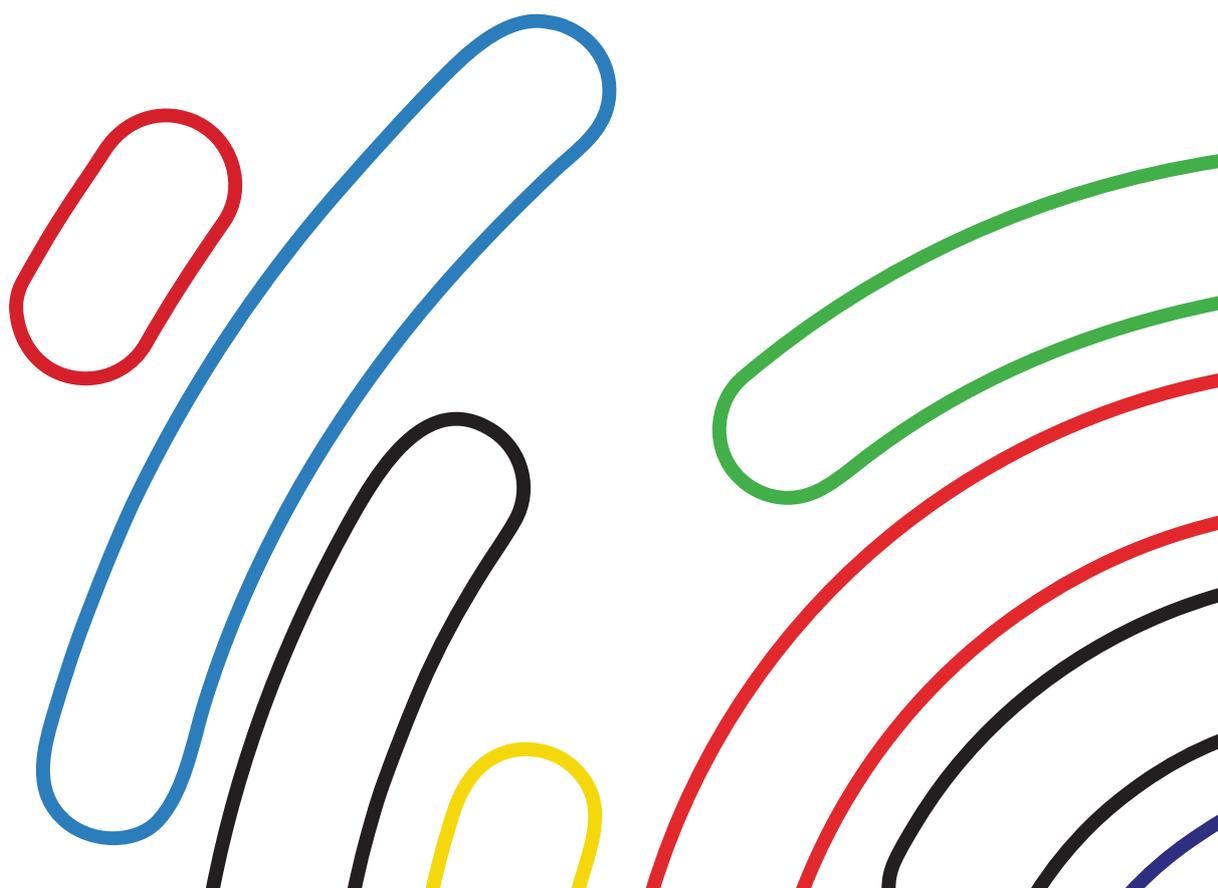
UNHCR
L'Agence des Nations Unies
pour les réfugiés

COLLOQUE DE HAUT NIVEAU POUR LE LANCEMENT DES PROGRAMMES RÉGIONAUX DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE RENOUVELÉE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA RÉGION DES GRANDS LACS

RAPPORT

BUJUMBURA-BURUNDI

HÔTEL CLUB DU LAC TANGANYIKA, 15-16 JANVIER 2024





Pour accéder à la bibliothèque numérique de l'événement, comprenant notamment les présentations, la Stratégie renouvelée de l'UE pour les Grands Lacs, ainsi que des détails sur les programmes régionaux, veuillez cliquer [ici](#).

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| LISTE DES ACRONYMES | 4 |
| PRÉFACE | 6 |
| I. RÉSUMÉ EXÉCUTIF | 8 |
| II. INTRODUCTION | 12 |
| • CÉRÉMONIE D'OUVERTURE OFFICIELLE | 14 |
| • CÉRÉMONIE DE LANCEMENT DES NOUVEAUX PROGRAMMES | 16 |
| III. POINTS SAILLANTS | 17 |
| 1. LA STRATÉGIE RENOUVELÉE DE L'UE POUR LA RÉGION DES GRANDS LACS | 17 |
| 2. PROGRAMMES RÉGIONAUX ISSUS DE LA STRATÉGIE RENOUVELÉE DE L'UE POUR LA RÉGION DES GRANDS LACS DANS LES DOMAINES DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, INTÉGRATION RÉGIONALE ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES | 21 |
| a) PROGRAMMES LATAWAMA ET TAKIWAMA : GESTION INTÉGRÉE DES EAUX SUR LE LAC TANGANYIKA ET LE LAC KIVU | 23 |
| b) PROGRAMME NATURAFRICA | 24 |
| c) PROGRAMME SWITCH TO CIRCULAR ECONOMY IN EAST AND SOUTHERN AFRICA | 24 |
| d) PROGRAMME CIRGL | 25 |
| 3. PROGRAMME PAIX ET SÉCURITÉ ÉLARGIE AUX PROJETS PAIX ET STABILITÉ OUTRE CIRGL | 29 |
| a) LES INSTRUMENTS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE – LES PROGRAMMES FPI DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS | 29 |
| b) INTPA | 30 |
| c) IMPACT - REGIONAL ACTION TO CONTRIBUTE TO THE IMPROVEMENT OF MINERAL RESOURCES GOVERNANCE IN THE GREAT LAKES REGION | 32 |
| d) INSTITUTE FOR SECURITY STUDIES (ISS) - STRENGTHENING THE INTERNATIONAL CONFERENCE ON THE GREAT LAKES REGION'S (ICGLR) CAPACITIES FOR CONFLICT PREVENTION, MANAGEMENT, RESOLUTION AND PEACE BUILDING | 33 |
| e) TRANSITION INTERNATIONAL & ALTAIR - PROJECT TO CONTRIBUTE TO THE SUSTAINABILITY OF THE EXPENDED JOINT VERIFICATION MECHANISM (EJVM) OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE ON THE GREAT LAKES REGION | 34 |
| 4. PROGRAMME SOLUTIONS DURABLES POUR LES RÉFUGIÉS (ÉLARGIE AUX PROGRAMMES RÉGIONAUX SUR LES DÉPLACEMENTS FORCÉS/ RÉFUGIÉS) | 39 |
| IV. CONCLUSIONS | 45 |

LISTE DES ACRONYMES

CAE : Communauté de l’Afrique de l’Est

CEEAC : Communauté économique des Etats de l’Afrique centrale

CIRGL : Conférence internationale sur la région des Grands Lacs

COMESA : Common Market for Eastern and Southern Africa

ECHO : European Community Humanitarian Aid Office

EFSD : European Facility for Sustainable Development

EJVM : Expedited Joint Verification Mechanism

ENABEL : Agence belge de développement

ESG : Environmental Social and Governance

EUR : Euro

FPE : Facilité européenne pour la paix

FPI : Foreign Policy Instruments

GIZ : Agence de coopération internationale allemande pour le développement

IA : Intelligence Artificielle

IFC : International Finance Corporation

INTPA : Direction générale pour les Partenariats Internationaux de la Commission européenne (International Partnerships)

IRC : International Rescue Committee

IRRN : Initiative régionale de la CIRGL contre l'exploitation illégale des ressources naturelles

ISS : Institute for Security Studies

ITIE : Initiative sur la transparence dans les industries extractives

LATAWAMA : Lake Tanganyika Water Management

MAECD : Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement du Burundi

MCR : Mécanisme Régional de Certification

MCVE : Mécanisme Conjoint de Vérification Elargi

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PME : Petite(s) et Moyenne(s) Entreprise(s)

RDC : République Démocratique du Congo

ReDSS : Regional Durable Solution Secretariat

RINR : The Regional Initiative against the Illegal Exploitation of Natural Resources

SADC : Southern African Development

SEAE : Service européen d'action extérieure

SFCG : Search for Common Ground

TAKIWAMA : Tanganyika and Kivu Water Management

UA : Union Africaine

UE : Union européenne

UNHCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

WASH : Water Sanitation and Hygiene

PRÉFACE

L'Union européenne est depuis longtemps aux côtés des pays des Grands Lacs dans leurs efforts vers la paix et le développement. Certes, des progrès ont été accomplis, mais il est nécessaire de tirer des enseignements des actions mises en œuvre précédemment afin de renforcer l'engagement européen.

Le 20 février 2023, l'Union européenne et ses États membres ont adopté la « Stratégie renouvelée pour la région des Grands Lacs » visant à soutenir la transformation des causes profondes de l'instabilité en perspectives communes. Cette transformation passe par la réconciliation, le dialogue, la coopération, l'intégration et le développement durable. La priorité est de contribuer à assurer la paix, la sécurité, la stabilité et le respect des droits humains sur le long terme. La seconde priorité est d'accompagner la région à construire un modèle africain de gestion de ces ressources naturelles qui soit économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement durable et qui constitue un pilier essentiel pour la stabilité et la prospérité de la région.

L'UE n'aborde pas seule cette stratégie renouvelée. Pour atteindre ses objectifs, elle doit s'aligner sur les stratégies globales, continentales et régionales existantes, telles que les Objectifs de Développement Durable (Agenda 2030), la Vision commune Union européenne - Union africaine pour 2030 ou encore l'Accord-Cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la région des Grands Lacs. L'approche stratégique de l'UE repose sur des partenariats inclusifs et solides non seulement avec les pays concernés, mais également avec les Organisations régionales d'intégration politique ou économique, ainsi qu'avec les Partenaires au Développement.

Le Colloque de haut niveau est aussi l'occasion de présenter les principaux programmes de coopération régionale soutenus par l'Instrument pour le Voisinage, le Développement et la Coopération internationale de l'Union européenne et mis en œuvre par un large nombre de partenaires.

Ces programmes couvrent des domaines variés, tels que le renforcement de la gouvernance régionale pour la paix et la stabilité, le renforcement de la gouvernance des minéraux stratégiques, la protection et la réinsertion durable des réfugiés, déplacés et rapatriés, la gestion intégrée des ressources naturelles et de l'environnement, l'intégration économique régionale.

L'Union européenne, ensemble avec la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs et avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, sont engagés pour contribuer à restaurer et à consolider la paix et la stabilité et à promouvoir le développement durable et la prospérité pour tous.



S.E. Mme Elisabetta Pietrobon, Ambassadrice de l'Union européenne au Burundi

I. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Un colloque de haut niveau organisé conjointement par l'Union européenne (UE), la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) s'est tenu à Bujumbura (Burundi) les 15 et 16 janvier 2024 pour le lancement des programmes régionaux financés par l'Union européenne (UE) dans le cadre de la « Stratégie renouvelée de l'UE pour la région des Grands Lacs ».

L'objectif de cet événement était de réunir des représentants de l'UE et de ses États membres, de la CIRGL, des Nations-Unies, des représentants des pays donateurs, des ONG, du secteur privé et de la société civile pour échanger sur la manière dont la Stratégie renouvelée de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs (« la Stratégie renouvelée ») peut contribuer à promouvoir la paix, la démocratie et le développement durable dans cette région. Il a permis de réaffirmer la place prioritaire qu'occupe la région des Grands Lacs sur l'agenda de l'UE.

En tirant les enseignements des actions mises en œuvre par le passé, l'UE adopte un nouveau paradigme inspiré par sa stratégie « Global Gateway »¹ et misant sur la promotion des investissements massifs et sur les partenariats gagnant-gagnant. Sous ce paradigme, la Stratégie renouvelée vient renforcer l'engagement de l'UE dans la région des Grands Lacs et réitère la place importante de celle-ci dans son agenda politique. Cette Stratégie renouvelée veut également, de manière inédite, promouvoir en priorité l'implication du secteur privé.

Cette Stratégie renouvelée sert de cadre de référence et de guide à toutes les actions de l'UE et de ses États-Membres dans la région et permettra de mobiliser tous leurs instruments disponibles en faveur d'une mise en œuvre concrète et tangible, que ce soit les programmes de coopération bilatérale ou régionale, les Instruments de Politique Étrangère (IPE), la Facilité européenne pour la paix (FEP), le Fonds européen pour le développement durable, les banques européennes de développement et bien entendu les mécanismes de soutien à l'investissement par le secteur privé.

¹ Voir : https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/global-gateway_fr et : https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/global-gateway-overview_fr

Les exposés sur les programmes autour des thèmes prioritaires de l'UE que sont la paix et la stabilité, la gouvernance des ressources minières dans la région, les déplacements forcés ou encore les ressources naturelles et l'environnement ont pu montrer un panorama non exhaustif mais représentatif des actions de l'UE en cours ou sur le point de démarrer dans la région. Il a été souligné que malgré les progrès déjà accomplis, de nombreux défis persistent et que le besoin de s'attaquer à leurs causes profondes demeure.

La Stratégie renouvelée fait cependant le pari de miser sur le potentiel de la région : une population résiliente, un grand espace de circulation et d'échanges de biens et de personnes, des ressources naturelles et minières essentielles dans la transition énergétique et technologique en cours aux quatre coins du monde. La Stratégie renouvelée se matérialise par des initiatives concrètes dans plusieurs domaines tels que la politique, le commerce, la sécurité, les infrastructures, l'énergie, les mines et autour de trois piliers : la paix et la sécurité (passer des tensions à la confiance, à la sécurité et à la stabilité) ; la gestion des ressources naturelles (passer du trafic au commerce et au développement durable) et la coopération (passer de la concurrence à la coopération et à l'intégration).

Ainsi, cette nouvelle approche est fondée sur des partenariats inclusifs et solides rassemblant les pays de la région, les organisations régionales d'intégration politique et économique, les Nations-Unies, ainsi que les différents partenaires impliqués dans le développement de la région. Toutes ces parties prenantes ont été consultées depuis son élaboration et sont étroitement impliquées dans la mise en œuvre des programmes qui en découlent. La Stratégie renouvelée s'aligne sur les stratégies globales, continentales et régionales existantes, telles que les Objectifs de Développement Durable (Agenda 2030), la Vision commune Union européenne - Union africaine pour 2030 ou encore l'Accord-Cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la région des Grands Lacs.

Les discussions autour des panels ont dégagé d'enrichissantes contributions de la part des participants. Ils ont ainsi souligné l'importance des partenariats et la nécessité de travailler en concertation, notamment sur des mécanismes d'harmonisation des instruments financiers ou la mobilisation et l'implication des acteurs sur le terrain.

L'implication des gouvernements de la région et la mise en œuvre de leurs engagements demeurent les seuls gages de toute avancée vers la paix et la stabilité. L'UE a rappelé son engagement, dans une région dont l'importance pour la stabilité et la prospérité du continent africain n'est plus à démontrer ; tout en respectant la souveraineté des États de la région bien entendu.

L'UE est prête à apporter son soutien aux États de la région dans les domaines qu'ils considéreront comme pertinents tel par exemple celui de l'éducation pour renforcer leur capital humain à fort potentiel. En effet, l'UE est consciente que les difficultés d'atteinte de résultats et de réalisations tangibles dans la mise en œuvre de projets sont, souvent dues à un manque de ressources humaines qualifiées, en particulier dans les domaines techniques tel que celui de l'exploitation minière.

La paix et la sécurité sont des préalables pour le développement de la région, mais on peut y contribuer en travaillant sur les opportunités du moment telles que le commerce transfrontalier ou encore un nexus entre les interventions humanitaires et les initiatives pour le développement. Ces activités contribuent à une plus grande intégration régionale et constituent un vecteur de stabilité limitant les risques d'embrasement dans ces zones de circulation de biens et de personnes. La Stratégie renouvelée veut aussi contribuer, avec l'aide des États et des organisations régionales, à défaire les liens entre l'exploitation illicite des ressources naturelles et le financement des groupes armés qui déstabilisent la région.

Le lancement des programmes régionaux financés par l'Union européenne (UE) dans le cadre de la « Stratégie renouvelée de l'UE pour la région des Grands Lacs » se tient au moment où les tensions semblent de nouveau s'exacerber. Un appel est donc lancé invitant les peuples de la région à mettre l'accent sur ce qui les unit et non sur ce qui les divise.

Le colloque a permis de mettre en lumière que, plus que jamais, la nécessité de collaboration, la concertation et la complémentarité entre organisations à tous les niveaux, la non-duplication des initiatives et l'implication responsable des États, sont incontournables pour la promotion de la paix, de la sécurité, de la démocratie et du développement durable dans la région des Grands Lacs.



II. INTRODUCTION

Le Conseil de l'Union européenne (UE), a approuvé le 20 février 2023 une « Stratégie renouvelée de l'UE pour la région des Grands Lacs » visant à soutenir la transformation des causes profondes de l'instabilité en perspectives communes.

L'UE, ainsi que ses États membres, est pleinement déterminée à approfondir sa relation stratégique et son partenariat fondé sur l'égalité avec la région des Grands Lacs, afin de soutenir la démocratie, les droits de l'homme, la paix et la sécurité, l'État de droit, l'égalité de genre, l'éradication de la pauvreté et le développement durable.

En effet, la région des Grands Lacs entretient des liens humains, politiques et économiques forts et de longue date avec l'UE.

L'UE a investi massivement dans la paix, la stabilité et le développement de la région des Grands Lacs à travers de nombreuses actions diplomatiques, politiques et humanitaires, ainsi qu'en matière de sécurité et de développement. Elle souhaite tenir compte des enseignements tirés pour renouveler et renforcer cette ambition.

La Stratégie renouvelée repose sur une approche régionale intégrée et s'appuie sur le précédent cadre stratégique pour la région des Grands Lacs (2013), tout en étant davantage axée sur l'action. Elle se concentre sur certains secteurs dans lesquels l'UE partage un véritable intérêt avec la région et peut apporter une valeur ajoutée. Elle vise également à mieux associer le secteur privé et la société civile.

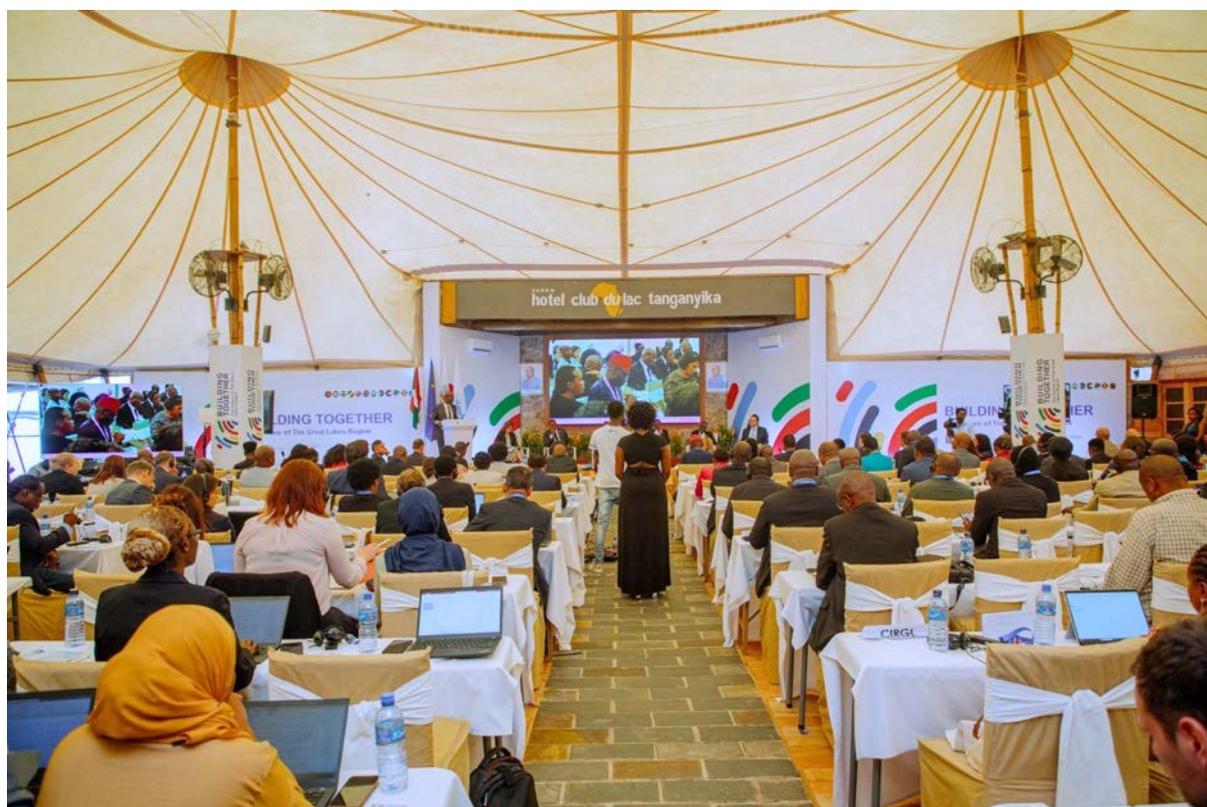
La Stratégie renouvelée de l'Union européenne pour les Grands Lacs est le cadre de référence pour toutes les politiques et actions européennes dans la région des Grands Lacs pour les dix prochaines années. Elle s'appuie sur la Vision commune 2030 adoptée lors du sommet Union européenne-Union africaine de février 2022, s'aligne pleinement sur la Stratégie 2020 des Nations-Unies pour la consolidation de la paix, la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs et est conforme à l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération.

Un colloque de haut niveau organisé conjointement par l'Union européenne (UE), la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) s'est tenu à Bujumbura (Burundi) à l'Hôtel Club du Lac Tanganyika les 15 et 16 janvier 2024 pour le lancement des programmes régionaux financés par l'Union européenne (UE) dans le cadre de la « Stratégie renouvelée de l'UE pour la région des Grands Lacs ».

Cet atelier a réuni des représentants de l'UE et de ses États membres, des Nations-Unies et de la CIRGL et de ses États membres, des représentants des pays donateurs, des ONG, du secteur privé et de la société civile.

L'objectif de cet événement de haut niveau était d'échanger sur la manière dont la Stratégie renouvelée peut contribuer à promouvoir la paix, la démocratie et le développement durable dans cette région.

À cet effet, deux nouveaux programmes régionaux financés par l'Union européenne ont été présentés de manière détaillée. Il s'agit du « Projet régional sur la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs » et de « l'Action régionale de l'UE visant à apporter des solutions durables pour les réfugiés et les rapatriés burundais dans la région des Grands Lacs ».



- **CÉRÉMONIE D'OUVERTURE OFFICIELLE**

Les travaux de cet atelier ont été ouverts par une série de discours. Le **représentant du Maire de la Ville de Bujumbura**, a pris la parole en premier, et a remercié les organisateurs d'avoir choisi le Burundi et particulièrement la ville de Bujumbura pour abriter ce colloque de haut niveau. Il a également souhaité la bienvenue et un bon séjour aux différents invités venus de loin, les invitant à profiter du beau paysage au bord du Lac Tanganyika.

Le **Directeur Régional pour l'Est et la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (UNHCR)** a, dans son discours, remercié les Etats Membres qui accueillent généreusement des réfugiés dans la région depuis de nombreuses années. Il a également remercié les partenaires de l'UE pour leur solidarité et a réitéré l'engagement du HCR pour travailler avec l'UE, la CIRGL et tous les partenaires, pour la mise en œuvre de la stratégie renouvelée de l'UE et la stratégie multi-annuelle multipartenaire de réintégration des réfugiés burundais (2024-27) du HCR, afin de faire face aux déplacements forcés dans la région des Grands Lacs d'Afrique.



M. Mamadou Dian Balde, Directeur régional pour l'Est et la Corne de Afrique et les Grands Lacs du UNHCR

Le **Secrétaire Exécutif de la CIRGL** a quant à lui rappelé la richesse en ressources naturelles dont est dotée la région des Grands Lacs. L'exploitation et le commerce illicites de ces ressources naturelles est l'une des principales causes de l'instabilité dans la région. Une initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles a été adoptée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CIRGL avec six domaines d'intervention pratique, communément appelés « outils ». Après avoir partagé les initiatives

en cours à la CIRGL, il a réitéré l'engagement du Secrétariat de la CIRGL à renforcer sa collaboration avec l'UE, le ReDSS, le HCR et d'autres partenaires afin de promouvoir la paix et la stabilité dans la région des Grands Lacs.



M. João Samuel Caholo, Secrétaire Exécutif de la CIRGL

L'Ambassadrice de l'UE au Burundi a rappelé que le colloque a été organisé pour discuter des enjeux et des opportunités liés à la région des Grands Lacs, afin d'assurer la paix durable, la stabilité et la prospérité dans la région. Elle est revenue sur l'engagement de l'UE pour accompagner les pays des Grands Lacs dans leurs efforts pour la paix et le développement, qui a conduit à l'élaboration d'une stratégie renouvelée de l'UE pour la région, étroitement liée aux autres initiatives régionales déjà en place. Après avoir exprimé sa gratitude envers les partenaires (HCR, CIRGL) pour leur soutien continu dans la réalisation des objectifs communs, elle a terminé en réaffirmant la volonté déterminée de l'UE de renforcer son ambition et son efficacité dans la promotion de la paix, de la sécurité et du développement dans la région des Grands Lacs et en soulignant l'importance de travailler ensemble pour y parvenir avec succès.

Dans son discours d'ouverture, le **Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement du Burundi (MAECD)**, a salué les bonnes initiatives de l'UE dans la région des Grands Lacs et a émis le souhait que les promesses faites au Burundi lors de la visite du Président du Burundi à Bruxelles, en marge du Sommet UE-Afrique en février 2022, soit honorées. Il a invité les différents partenaires à s'inspirer des agendas et visions déjà en cours, les documents de référence pour le Burundi étant la

Vision « Burundi Pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 ». Avant de terminer, il est revenu sur l'importance pour le Burundi, à travers son Chef de l'Etat, de contribuer à la paix et la sécurité, en citant les exemples des efforts en cours. Il a réitéré l'engagement du Burundi à soutenir ces initiatives, et a exprimé le souhait de voir les efforts combinés des différents partenaires appuyant les initiatives et programmes nationaux et régionaux des pays des Grands Lacs contribuer à la transformation de cette région en havre de paix, de sécurité et développement dans l'intérêt partagé de ses peuples et du reste du Monde.

- **CÉRÉMONIE DE LANCEMENT DES NOUVEAUX PROGRAMMES**

Après les cérémonies d'ouverture, une cérémonie de lancement des nouveaux programmes a eu lieu par la signature des deux nouveaux programmes financés par l'UE, respectivement par Madame Rita Laranjinha, Managing Director Afrique au Service européen d'Action extérieure (SEAE), Monsieur João Samuel Caholo, Secrétaire Exécutif de la CIRGL et Monsieur Mamadou Dian Balde, Directeur régional pour l'Est et la Corne de Afrique et les Grands Lacs du HCR.

Après les cérémonies officielles, différentes présentations ont été faites suivant l'agenda du jour, et chaque présentation a été suivie d'un panel.



De gauche à droite : M. João Samuel Caholo, Secrétaire exécutif de la CIRGL, Mme Rita Laranjinha, Managing Director Afrique, SEAE, et M. Mamadou Dian Balde, Directeur régional pour l'Est et la Corne de Afrique et les Grands Lacs du HCR

III. POINTS SAILLANTS

1. LA STRATÉGIE RENOUVELÉE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA RÉGION DES GRANDS LACS

Une présentation liminaire de la Stratégie renouvelée a été faite par Madame Rita Laranjinha, Managing Director Africa au SEAE. Elle en a expliqué les principales lignes et a souligné l'importance que revêt la région des Grands Lacs pour l'UE.

La stratégie renouvelée a comme objectif de transformer les causes profondes de l'instabilité dans la région en opportunités et en perspectives communes. C'est sur base des défis existants que la stratégie renouvelée cherche à proposer des solutions.

Elle a trois principaux axes d'actions ou piliers, qui sont :

- Paix et sécurité : passer des tensions à la confiance, à la sécurité et à la stabilité ;
- Gestion des ressources naturelles : passer du trafic au commerce et au développement durable ;
- Coopération : passer de la concurrence à la coopération et à l'intégration.

La Stratégie s'est proposée d'intervenir à trois niveaux en adoptant une approche par cercles concentriques géographiques.

- Un premier cercle avec les quatre pays plus directement concernés (RDC, Burundi, Rwanda et Ouganda) de la région des Grands Lacs ;
- Un deuxième cercle élargi avec les pays de la région ayant des intérêts spécifiques d'ordre politique, diplomatique, sécuritaire et/ou économique dans la région des Grands Lacs (Angola, Kenya, Tanzanie et Afrique du Sud) ; et
- Un troisième cercle avec les organisations et organisations régionales pouvant venir en soutien (UA, CAE, CEEAC, SADC, CIRGL, COMESA).

Elle a conclu en rappelant que la Stratégie a été le résultat d'une consultation avec tous les partenaires, et que le colloque a été organisé pour donner encore

une occasion aux différents partenaires qui la mettront en œuvre, d'en faire une analyse.

PANEL 1 : PANEL SUR LES STRATÉGIES UE, CIRGL, NATIONS UNIES ET HCR POUR LA RÉGION DES GRANDS LACS



Panélistes :

- Rita Laranjinha, Managing Director Afrique, SEAE
- Mamadou Dian Balde, Directeur régional pour l'Est et la Corne de Afrique et les Grands Lacs du HCR
- João Samuel Caholo, Secrétaire exécutif de la CIRGL
- Luc Ngowet, Conseiller politique principal au Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la région des Grands Lacs africains
- Bernard Ntahiraja, Conseiller politique chargé des Questions spéciales et stratégiques au cabinet du MAECD, Coordonnateur national du Mécanisme de la CIRGL, Représentant du Gouvernement du Burundi
- Michael Wimmer, Ambassadeur du Royaume de Belgique au Burundi

Modérateur : Ambassadeur Libérat Mpfumukeko, Chargé de Mission à la Présidence de la République

Ce panel a permis de souligner et de rappeler que la région des Grands Lacs demeure une priorité pour l'Union européenne et ses Etats membres.

En effet, la Stratégie met en avant des principes ambitieux et importants tels que rétablir la confiance et la sécurité, ou encore promouvoir le commerce, la

coopération et l'intégration régionale. Elle présente également un changement de paradigme avec une approche gagnant-gagnant dans le cadre d'un partenariat d'égal à égal entre Etats, avec aussi l'inclusion des acteurs privés notamment du secteur des banques et de la finance. Cette approche gagnant-gagnant se matérialise par le désir de créer de la valeur ajoutée dans les pays de la région, par exemple en contribuant à la transformation locale des matières premières.

La présence de nombreux cadres de la Commission européenne est aussi un signal fort lancé pour démontrer l'engagement de l'UE dans la région et son attachement à l'établissement d'une paix et d'une sécurité durables pour les populations. Au-delà d'un simple message envoyé à tous les acteurs qui sont impliqués dans la région, quel que soit leur rôle, la Stratégie renouvelée va permettre de renforcer les capacités de dialogue, de prévention des conflits et d'alerte précoce en cas de conflit. Elle permettra aussi de défaire les liens entre l'exploitation illicite des ressources naturelles et le financement des groupes armés qui déstabilisent la région.

Le partenariat autour de la stratégie permettra enfin de recentrer les interventions sur les aspects humains : les réfugiés, les personnes déplacées, les personnes vulnérables, les communautés d'accueil, ...

Quels que soient les domaines d'intervention, il a été souligné que la collaboration entre organisations à tous les niveaux, la concertation, la complémentarité et la non-duplication des initiatives sont incontournables.

Les questions des participants ont permis de rappeler quelques points importants :

- La Stratégie renouvelée a été élaborée en étroite collaboration avec les différents partenaires et surtout, avec les pays de la région. Aussi, cette stratégie s'intègre parmi les différentes stratégies nationales et régionales existantes.
- L'UE est présente pour accompagner chacun des Etats de la Région des Grands Lacs et pour favoriser la mise en place d'un cadre propice à la paix, à la sécurité et ultimement au développement responsable de la région.
- Spécifiquement sur la question des réfugiés, la collaboration de l'UE et du HCR avec les autres partenaires et avec les pays de la région

permettra d'améliorer les conditions de vie des réfugiés tout en allégeant la pression sur les pays d'asile et en permettant aux Etats de résoudre les problèmes de fond.

Quelques propositions concrètes ont émergé du panel 1 :

- La revitalisation de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo (RDC) et la région.
- Un soutien continu aux processus de Nairobi et de Luanda pour la paix à l'Est de la RDC.
- Une nécessité de rétablir la confiance entre les Etats de la région qui doivent s'approprier le processus de paix. Pour ce faire, les Etats de la région doivent d'une part prendre leur responsabilité en ce qui concerne leur défense nationale, et d'autre part ouvrir une feuille de route de dialogue impliquant toutes les parties prenantes au conflit pour que les acteurs aient un autre moyen de faire entendre leurs préoccupations que les armes.
- Une collaboration plus étroite de l'UE avec la CIRGL qui a des organes et des institutions sur le terrain et un plus grand engagement des Etats membres de celle-ci, afin d'exporter des ressources minières « certifiées » à partir de 2026.
- Une plus grande concertation entre partenaires, notamment en ce qui concerne les réflexions stratégiques pour le financement des priorités communes sur trois ou cinq ans.
- Un accompagnement dans la prise en charge des réfugiés pour mieux accueillir ceux qui désirent rentrer, aider ceux qui sont en exil depuis longtemps (protracted situations) à s'intégrer localement ou encore les installer dans des pays tiers.
- L'importance d'un nexus humanitaire pour les besoins urgents et de développement pour les besoins à plus long terme.

2. PROGRAMMES RÉGIONAUX ISSUS DE LA STRATÉGIE RENOUVELÉE DE L'UE POUR LA RÉGION DES GRANDS LACS DANS LES DOMAINES DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, INTÉGRATION RÉGIONALE ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Monsieur Didier Versé, Chef d'Unité Afrique orientale et centrale à la Direction générale pour les Partenariats Internationaux (INTPA) de la Commission européenne, a introduit cette partie en rappelant que la Stratégie renouvelée sera mise en œuvre par l'Union européenne et ses Etats membres (approche « Equipe Europe »), en utilisant, entre autres, les instruments dont dispose l'UE, tels que l'Instrument de Voisinage, de Coopération au Développement et de Coopération Internationale (NDICI), l'Instrument de politique étrangère (FPI), et l'outil de garantie européen (EFSD+).



M. Didier Versé, Chef d'Unité Afrique orientale et centrale à la Direction générale pour les Partenariats Internationaux (INTPA)

La Stratégie renouvelée va guider toutes les interventions de l'UE à travers les programmes régionaux qui seront mis en œuvre dans une approche de partenariat d'égal à égal et sous les orientations de l'initiative Global Gateway.

Ces interventions viseront le renforcement de la coopération transfrontalière dans des investissements structurants, comme les infrastructures et l'énergie. Concernant cette dernière, l'approche Global Gateway veut contribuer à augmenter les capacités de production d'énergie dans la région, autant qu'à consolider un réseau régional par la multiplication des interconnexions entre les différents pays.

La gouvernance, la digitalisation et les corridors stratégiques sont également les points sur lesquels l'UE va continuer à travailler.

Les investissements structurants et le renforcement de la gouvernance devraient ainsi favoriser le passage progressif d'une situation de trafic de ressources naturelles à une situation, plus vertueuse, de commerce de ressources naturelles, incluant la création locale de valeur ajoutée pour le bénéfice des populations locales.

Avec la Stratégie Global Gateway, l'UE ne va plus seulement travailler avec ses partenaires à travers l'aide publique au développement, c'est-à-dire des dons financiers d'Etats à Etats. Elle impliquera désormais davantage le secteur privé et le soutiendra dans son essor en Afrique. Aussi, en plus des dons, les contributions de l'UE se feront aussi sous forme de prêts, par l'entremise de la Banque européenne d'investissement et des Banques de développement des Etats-Membres. L'accent sera également mis sur la coopération transfrontalière dans les investissements structurants (énergie par exemple).



De gauche à droite : Dr Paul Odero Otung, Directeur du Développement économique et de l'Intégration régionale a présenté le programme de la CIRGL, et M. Luca Rondi, Chargé de Programme dans les secteurs de l'énergie, de l'environnement et de l'eau et assainissement à la Délégation de l'UE au Burundi

Des programmes régionaux issues de la Stratégie dans les domaines de la coopération économique, de l'intégration régionale et de la gestion des ressources naturelles ont été par la suite présentés.

Monsieur Luca Rondi, Chargé de Programme dans les secteurs de l'énergie, de l'environnement et de l'eau et assainissement à la Délégation de l'UE au Burundi, a alors présenté les programmes LATAWAMA et TAKIWAMA, le Programme NaturAfrica, ainsi que le Programme Switch to Circular economy in East and Southern Africa.

a) PROGRAMMES LATAWAMA ET TAKIWAMA : GESTION INTÉGRÉE DES EAUX SUR LE LAC TANGANYIKA ET LE LAC KIVU

Financé par l'UE pour un montant de 6.900.000 EUR et mis en œuvre par ENABEL pour une période de cinq ans (09.2019-01.2024), le programme LATAWAMA vise à améliorer durablement la gestion et le contrôle de la qualité des eaux transfrontalières du bassin du Lac Tanganyika.

Le programme avait trois résultats qui sont : (1) le suivi de la qualité de l'eau du Lac Tanganyika ; (2) la réduction de la pollution du lac Tanganyika et du Lac Kivu et (3) le renforcement de l'Autorité du Lac Tanganyika.

Des résultats du projet au cours des quatre dernières années ont été présentés. Il s'agit, entre autres, de la réhabilitation et de l'équipement des laboratoires, du renforcement des capacités des laborantins, de la réhabilitation d'une station de traitement des eaux usées urbaines.

Le Programme TAKIWAMA est la deuxième phase du programme LATAWAMA.

D'un montant de 31.000.000 EUR, TAKIWAMA est un programme sur cinq ans (2024-2029) qui vise à contribuer à l'amélioration de la gestion des ressources en eau, de la lutte contre la pollution et du développement humain et économique dans le bassin du lac Tanganyika et du lac Kivu à travers un système de surveillance environnementale, le renforcement institutionnel, le financement d'activités locales visant à réduire la pression sur les ressources en eau, et l'amélioration de la gouvernance du transport lacustre.

b) PROGRAMME NATURAFRICA

Le programme NaturAfrica vise à contribuer à l'identification de solutions au triple défi de l'Afrique en termes de biodiversité qui sont :

- Empêcher une nouvelle perte de biodiversité
- Atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter
- Fournir de manière responsable les ressources nécessaires à une population croissante.

Il se concentre sur un certain nombre de paysages prioritaires pour la conservation et le développement, caractérisés par une grande biodiversité et dont les écosystèmes fonctionnels assurent la subsistance des communautés qui y vivent.

Le programme NaturAfrica est conforme à la politique rwandaise de 2016 sur la biodiversité et à la Vision 2050, ainsi qu'au Plan National de Développement burundais et aux priorités du pays.

Pour un montant de 3.000.000 EUR, le projet Greater Nyungwe-Kibira est mis en œuvre dans une zone englobant les Parcs Nationaux de Nyungwe (Rwanda) et Kibira (Burundi), ainsi que leurs zones tampons respectives. Il vise à bénéficier à la population vivant dans les zones périphériques de ces aires protégées (1 million d'habitants autour du PN Kibira ; 600 000 habitants autour du PN Nyungwe).

c) PROGRAMME SWITCH TO CIRCULAR ECONOMY IN EAST AND SOUTHERN AFRICA

Pour un montant de 40.000.000 EUR de la Commission européenne avec un co-financement qui reste à mobiliser, le programme Switch to circular Economy in East and Southern Africa va démarrer en 2024, avec trois composantes :

- Environnement favorable aux entreprises et climat d'investissement ;
- Développement des ressources humaines et des compétences ;
- Mécanisme de subventions de contrepartie (MGF) pour les start-ups, les PME et les coentreprises.

Le programme a pour objectif de promouvoir la croissance durable et la création d'emplois en Afrique avec une transition vers l'économie circulaire en Afrique de l'Est et en Afrique australe

La présentation a mis l'accent sur l'importance de passer de la vision linéaire à une vision circulaire. Pour qu'il n'y ait plus de concept de déchets après utilisation, mais plutôt de produits finaux ou de produits secondaires à réutiliser.

L'approche linéaire qui consiste à jeter des déchets après l'utilisation d'un produit, a d'importants impacts négatifs sur l'environnement.

L'UE a développé depuis 2019, différentes politiques et alliances promouvant l'économie circulaire et l'utilisation efficiente des ressources, s'inscrivant dans le Pacte Vert de l'UE (EU Green Deal).

d) PROGRAMME CIRGL

Au nom de la CIRGL, Dr Paul Odero Otung, Directeur du Développement économique et de l'Intégration régionale a présenté le programme de la CIRGL.

L'"Initiative régionale de lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles" (IRRN) de la CIRGL a été adoptée par les chefs d'États et de Gouvernements membres de la CIRGL à Lusaka, en Zambie, le 15 décembre 2010. Elle s'est fixée comme objectif de rompre le lien entre les revenus miniers et le financement des groupes armés dans la région des Grands Lacs.

L'initiative décrit une série d'actions nécessaires pour que les ressources minérales de la région des Grands Lacs ne soient plus une source de conflit, mais un catalyseur de développement. Elle est composée des six outils spécifiques et complémentaires qui ont été adoptés à Lusaka par les chefs d'État et de gouvernement. Ces outils sont :

1. Le Mécanisme régional de certification (CRM).
2. L'Harmonisation des législations nationales.
3. La Base de données régionale sur les flux de minerais.
4. La Formalisation du secteur minier artisanal.
5. Le Mécanisme d'apprentissage par les pairs de l'ITIE.
6. Le Mécanisme d'Alerte rapide.

Cinq Etats membres mettent en œuvre actuellement le mécanisme régional de certification qui a été déclaré comme outil prioritaire et constitue une norme régionale pour la certification de trois minerais (l'étain, le tantale, le tungstène) et de l'or, exportés à partir de n'importe quel État membre de la CIRGL. Il permet à l'industrie en aval de s'approvisionner de manière responsable en minerais désignés dans la région des Grands Lacs, conformément aux exigences régionales et internationales.

PANEL 2 : PANEL SUR LES PROGRAMMES RÉGIONAUX ISSUS DE LA STRATÉGIE RENOUVELÉE DE L'UE POUR LA RÉGION DES GRANDS LACS DANS LES DOMAINES DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET DE LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Panélistes :

- Luc Ngowet, Conseiller politique principal au Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la région des Grands lacs africains
- Sylvain Tusanga, Directeur exécutif de l'Autorité du Lac Tanganyika (ALT)
- Christian Nibasumba, Représentant Pays, Trademark Africa
- Ambassadeur Libérat Mfumukeko, Chargé de Mission à la Présidence de la République

Modérateur : Lluís Navarro (UE)

Lors de ce panel, les échanges commerciaux notamment entre les régions frontalières ont été présentés comme un facteur pouvant contribuer à la paix et à la sécurité et ce malgré l'instabilité et la volatilité de la situation actuelle. En effet, ces échanges contribuent au rapprochement et au dialogue entre les différentes populations. Ils offrent également l'espoir d'un lendemain relativement meilleur, induisant ainsi le désir de préserver un cadre favorable au commerce, et par conséquent une certaine stabilité. Il n'est plus à démontrer que la plupart des crises sont liées au manque d'opportunités et de perspectives d'avenir. La Stratégie devrait donc s'inscrire dans cette logique et contribuer au renforcement des initiatives concrètes d'intégration régionale.

Le panel a par ailleurs souligné que l'UE est déjà très active dans les domaines tels que la paix et la sécurité, les infrastructures que ce soit en termes des réseaux routiers ou électriques, de postes frontières, et que l'UE devrait continuer à soutenir les efforts d'intégration économique notamment au travers du Trade Agenda de la région.

La conjugaison ou la conciliation de diverses approches peut permettre aussi de décupler les résultats. Par exemple, on peut associer des initiatives soft telles que la numérisation à des initiatives hard telles que de l'infrastructure ou des équipements pour le transport lacustre. Cela produit des répercussions positives sur la gouvernance et sur la sécurité du transport lacustre (suivi du tonnage et des itinéraires, conformité aux exigences) qui à leur tour produisent des retombées positives sur le commerce en rendant disponible ce mode de transport abordable et sécuritaire.

Un autre élément qui a émergé est l'importance du capital humain. L'amélioration des conditions de vie des populations passant par l'emploi et une formation adéquate est une condition sine qua none pour l'employabilité. La Stratégie a comme objectif d'attirer des investissements, notamment privés dans la région, afin de permettre la transformation et donc une valeur ajoutée aux ressources exploitées sur place. Cela ne sera possible qu'avec une main d'œuvre qualifiée disponible localement, des capacités industrielles acquises notamment grâce aux investissements privés mais également grâce à la conformité à des standards de qualités élevés. Une ambition qui permettrait même l'émergence d'un label « Made in the Great Lakes region ». Cette réalité est possible grâce à la contribution de la Stratégie renouvelée certes, mais requiert également la volonté et l'engagement des Etats et de toutes les forces dites vives de la région.

Les questions des participants ont permis de souligner quelques points importants :

- « Il faut se rappeler en tant que pays et citoyens de la sous-région que la nature nous oblige à vivre et à gérer ensemble le patrimoine naturel que nous avons. »
- Il est important de savoir que l'UE à elle seule ne pourra pas résoudre tous les problèmes.

- À un moment, il est important de pousser les Etats à mettre en œuvre ce qu'ils se sont engagés à faire, notamment en incitant les gouvernements à suivre et à respecter les calendriers de mise en exécution de leurs engagements. C'est leur responsabilité envers les partenaires, envers les pays voisins mais aussi et avant tout envers leurs gouvernés.
- Un travail de collaboration et de coopération est indispensable pour l'atteinte des objectifs, et une plus grande rigueur dans la mesure des résultats est peut-être une voie à suivre.
- Malgré la mise en place de structures régionales, aux niveaux technique et ministériel et même au niveau des chefs d'Etats, qui rendent possible aujourd'hui des consultations et des concertations sur la mise en œuvre commune des projets, il reste encore beaucoup de progrès à faire quant à leur performance et leurs prestations. Cette absence de résultats est en partie due au manque d'efficacité et/ou de compétence des ressources humaines.

Quelques propositions concrètes ont émergé du panel 2 :

- Investir dans la sécurité du transport lacustre notamment par la numérisation : un bateau transporte l'équivalent de plus de 40 camions et a nettement moins d'impact sur l'environnement par tonne transportée.
- Continuer un travail de fond sur les vases communicants que sont la paix et la sécurité d'une part et l'intégration et la stabilité économique d'autre part.
- Travailler sur un meilleur climat des affaires est un prérequis pour le succès de la Stratégie renouvelée, surtout le volet investissements privés.
- Appuyer les pays de la région dans la formation des gens, notamment pour augmenter les capacités de transformation des ressources naturelles ou de mise en œuvre réussie des projets.

3. PROGRAMME PAIX ET SÉCURITÉ ÉLARGIE AUX PROJETS PAIX ET STABILITÉ OUTRE CIRGL

a) LES INSTRUMENTS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE – LES PROGRAMMES FPI DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS

Monsieur Manuel de Rivera de Espinosa, Représentant du bureau Régional FPI (Foreign Policy Instrument) basé à Nairobi, a expliqué comment les services du FPI, en tant qu'instrument de la politique étrangère de l'UE, permettent d'apporter des réponses aux crises, de prévenir les conflits et de consolider la paix (plusieurs exemples ont été fournis).



M. Manuel de Rivera de Espinosa, Représentant du bureau Régional FPI (Foreign Policy Instrument)

Les thématiques mises en avant pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix sont : (i) l'alerte précoce, (ii) la médiation, (iii) l'engagement local.

En dehors du budget de l'Union européenne, le service FPI gère la mise en œuvre des mesures d'assistance de la Facilité Européenne pour la Paix (FPE) (un total de 475 millions d'euros en 2022).

Dans la région des Grands Lacs, deux projets régionaux sur la thématique de l'appui à la jeunesse et à la consolidation de la paix sont ainsi financés.

Des Projets par pays de la région des Grands Lacs sont également financés et c'est dans ce cadre que le Burundi bénéficie de deux financements FPI :

- « Insider mediation » (SFCG-Interpeace, 2M€, projet multi-pays se terminant en décembre 2024)
- « Trauma healing and psychological support » (en cours de négociation).

Pour la République Démocratique du Congo, huit projets ont été cités, deux pour l'Ouganda, un pour le Rwanda et trois pour la Tanzanie.

b) INTPA

Monsieur Jorge Pereiro Pinon, Représentant INTPA (Chef de secteur Paix et Sécurité) a, dans sa présentation, montré la contribution de la priorité Paix et Sécurité du Programme régional Afrique Subsaharienne dans la mise en œuvre de la Stratégie renouvelée de l'UE pour la région des Grands lacs.



M. Jorge Pereiro Pinon, Représentant INTPA

Le programme régional de l'UE pour l'Afrique Subsaharienne, d'une enveloppe de 10,2 milliards EUR a six priorités :

- Développement humain ;
- Gouvernance démocratique et paix (dans laquelle s'insère la priorité Paix et Sécurité) ;
- Transition verte ;
- Numérique, Science, Technologie et Innovation ;
- Croissance durable et emplois décents ;
- Migration et déplacements forcés.

Le Programme régional intervient pour des problématiques régionales et vient en complémentarité des programmes nationaux pour leur apporter une valeur ajoutée.

La priorité paix et sécurité du programme régional, avec une enveloppe de 650 millions EUR, a trois principaux objectifs qui sont :

- Appuyer les initiatives africaines pour prévenir et gérer les conflits (actions non-militaires) ;
- Lutter contre les menaces sécuritaires transfrontalières ;
- Mitiger l'impact des conflits sur les populations habitant les zones frontalières.

Le programme régional appuie la Stratégie renouvelée de l'UE pour la région des Grands lacs à travers ses trois priorités par la mise en œuvre des différents programmes qui sont en préparation.

Concrètement, l'UE va :

- Soutenir les efforts de médiation et de règlement des conflits déployés par les pays de la région et notamment accompagner les instruments régionaux existants tels que le Mécanisme Conjoint de Vérification Elargi (MCVE). La DUE Burundi gère ainsi deux contrats (3 millions d'EUR) sur ce volet d'appui à cette structure décentralisée de la CIRGL (MCVE).
- Relancer les communautés affectées par le conflit, notamment par le dialogue et la réconciliation entre les populations et la recherche de solutions aux traumatismes ;
- Encourager le renforcement de la coopération pour le contrôle, la protection et la gestion des frontières terrestres et lacustres, y compris la coopération douanière et en matière de sécurité ;
- Encourager le renforcement de la coopération judiciaire et en matière de sécurité ;
- Continuer à soutenir la production, la transformation et le commerce de minerais locaux, notamment en renforçant les capacités des états membres de la CIRGL, en tant que partenaires stratégiques, pour améliorer le contrôle des secteurs miniers sur leurs territoires, la conformité par rapport aux normes internationales et aux mécanismes de certification régionaux et la mise en œuvre des régimes d'exportation.

c) IMPACT - REGIONAL ACTION TO CONTRIBUTE TO THE IMPROVEMENT OF MINERAL RESOURCES GOVERNANCE IN THE GREAT LAKES REGION

Madame Joanne Lebert, Directrice générale d'IMPACT a présenté le projet Paix et sécurité dans la région des Grands Lacs : Soutenir la CIRGL et ses États membres pour améliorer la gouvernance de leurs ressources minérales.



Mme Joanne Lebert, Directrice générale d'IMPACT

D'un montant de 7,1 millions EUR et d'une durée de 48 mois (novembre 2023 – novembre 2027) sur le financement de l'UE, le projet Paix et sécurité dans la région des Grands Lacs succède à une première phase de l'action régionale de l'UE sur ce thème.

Ce projet a deux objectifs spécifiques :

1. Renforcer l'efficacité de l'action de la CIRGL pour prévenir et résoudre les conflits dans la région des Grands Lacs ;
2. Améliorer le contrôle des secteurs miniers dans les États membres de la CIRGL.

La logique d'intervention qui sous-tend le projet suppose que le contrôle des secteurs miniers dans les États membres de la CIRGL peut être amélioré en mettant à jour et en renforçant l'initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (RINR), en se concentrant sur les régimes d'exportation de l'or et en numérisant les systèmes et les procédures du

mécanisme régional de certification (MCR) conformément aux normes internationales de diligence raisonnable en constante évolution.

d) INSTITUTE FOR SECURITY STUDIES (ISS) - STRENGTHENING THE INTERNATIONAL CONFERENCE ON THE GREAT LAKES REGION'S (ICGLR) CAPACITIES FOR CONFLICT PREVENTION, MANAGEMENT, RESOLUTION AND PEACE BUILDING

Madame Rahel Hassen, Chargée de programme à l'Institut d'Etudes sur la Sécurité (ISS), a présenté le projet qu'ISS va mettre en œuvre sur le financement de l'UE (2 millions EUR). Ce projet, concernant les mécanismes d'Alerte précoce en cas de conflits, vise à identifier et à prendre rapidement des mesures adéquates pour atténuer le déclenchement, la durée, l'intensité et les conséquences de divers types de violence politique, allant des conflits communautaires à la guerre à grande échelle.



Mme Rahel Hassen, Chargée de programme à l'Institut d'Etudes sur la Sécurité (ISS)

Signé le 29 novembre 2023 pour une durée de 48 mois, ce projet est en appui au secrétariat de la CIRGL. Il sera focalisé sur l'Alerte précoce renforcée, la réponse régionale renforcée et l'impact sur le rôle de la CIRGL avec comme résultat attendu le Renforcement du Mécanisme Conjoint de Vérification Elargi (MCVE) et de la gouvernance efficace en matière de prévention des conflits et de réponse régionale dans les organes décentralisés de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL).

e) TRANSITION INTERNATIONAL & ALTAIR - PROJECT TO CONTRIBUTE TO THE SUSTAINABILITY OF THE EXPENDED JOINT VERIFICATION MECHANISM (EJVM) OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE ON THE GREAT LAKES REGION

Monsieur Danilson Lopes da Rosa, expert auprès de Transition international & ALTAIR, a présenté le projet mis en œuvre dans le cadre du Programme Paix et Sécurité financé par l'UE et visant à contribuer à la durabilité du Mécanisme Conjoint de Vérification Elargi (MCVE) de la CIRGL.



M. Danilson Lopes da Rosa, expert auprès de Transition international & ALTAIR

Sur une période de trois ans (octobre 2023 à août 2026), le projet va renforcer les capacités de cette structure décentralisée basée à Goma qu'est le MCVE en fournissant des formations, un accompagnement et un soutien technique et en établissant des partenariats efficaces. Dans sa contribution à la prévention, à la gestion et à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix et de la sécurité dans la région des Grands Lacs, le mandat du MCVE comprend :

- Des inspections de routine dans les zones frontalières sujettes à des tensions et des enquêtes sur les incidents transfrontaliers susceptibles d'entraîner une escalade du conflit.
- La surveillance des groupes armés et des mouvements armés illégaux à travers les frontières, la prévention de l'escalade des conflits dans les zones frontalières et le soutien à l'atténuation des crises entre les États membres de la CIRGL par le biais d'enquêtes impartiales sur les incidents transfrontaliers.

- En tant que source importante de collecte d'informations sur le terrain, alimenter le système d'alerte précoce de la CIRGL en lien avec la Direction de la paix et de la sécurité.

PANEL 3 : PANEL SUR LES PROJETS DES FILIÈRES MINIÈRES DURABLES



Panélistes :

- Daniel Giorev, Représentant de INTPA
- Clairia Kankurize, Directrice générale de l'Office burundais des Mines
- Belén Calvo Uyarra, Ambassadrice de l'UE au Rwanda
- João Samuel Caholo, Secrétaire Exécutif de la CIRGL
- Jean-Baptiste Sabukwigura, Expert indépendant du secteur de la Gouvernance minière
- Nicolás Berlanga Martínez, Ambassadeur de l'UE en RDC

Modératrice : Joanne Lebert (Directrice Générale d'IMPACT)

Ce panel a permis de montrer les importantes avancées réalisées en matière de gouvernance minière tout en faisant le constat d'un statu quo au goût amer. Ce statu quo ne résulte pas d'un manque de moyens mais d'un manque de volonté politique. En effet, s'il faut se féliciter sur l'adoption des textes (Pacte et Protocoles) par les Etats membres de la CIRGL et l'élaboration des outils de gouvernance par le secrétariat de la CIRGL avec l'aide notamment de l'UE, le grand défi demeure au niveau de la mise en œuvre par ces Etats et du respect de leurs propres engagements, pris pourtant volontairement. Il s'agit notamment de l'adhésion des pays membres aux six outils de l'IRRN. On ne

peut que faire le triste constat d'une région ayant un potentiel unique de richesses en ressources naturelles, mais dont les populations n'en bénéficient absolument pas et vivent pour la plupart toujours dans une extrême pauvreté.

Les Etats membres de la CIRGL ont été fortement interpellés au cours de ce panel pour s'investir politiquement davantage pour la mise en œuvre concrète de leurs engagements.

Il est également difficile de parler de filière responsable, malgré sa définition circonscrite, car la majorité des exploitations restent de nature artisanale et incontrôlée. Cela est renforcé par les visions à court termes des exploitants. Il leur est difficile de se projeter dans le long terme, notamment en investissant, dès lors que les licences accordées par les gouvernements n'ont qu'une durée de validité de seulement 3 ou 5 ans. En termes de projets de développement, il est impossible d'allier la vision à très court terme de ces exploitants aux perspectives à long terme des gouvernements et de leurs partenaires.

Une approche gagnant-gagnant est saluée comme une nouvelle approche qui pourrait changer la donne dans la région, d'autant plus que l'acheteur occupe une position privilégiée sur le marché des ressources minières. En s'appuyant sur la Stratégie renouvelée, l'UE entend nouer de nouveaux partenariats stratégiques avec la région, notamment en matière de matériaux critiques (Critical material act), en matière de transition énergétique et digitale réussie et de passage à une économie verte décarbonée (Green Deal). Ainsi, il est important de susciter la création de valeur ajoutée dans les pays de la région en leur permettant de transformer localement leurs ressources et de faire bénéficier directement les populations des retombées financières qui en découlent.

Ce panel a permis d'informer que des accords-cadres et des feuilles de route ont déjà été signés et continuent à être signés entre les pays africains et l'UE grâce à la Global Gateway strategy.

Ainsi, en ligne avec cette nouvelle stratégie, des investissements du secteur privé seront soutenus, notamment pour permettre d'ajouter localement de la valeur aux minerais, d'améliorer les infrastructures ou encore de renforcer les capacités dans le secteur minier. Ces engagements permettront aussi de travailler conjointement sur la recherche de nouvelles technologies ou encore de développer collectivement un écosystème économique respectant des

standards sociaux et environnementaux selon des normes internationales et suivant des principes de gouvernance et de traçabilité conformes aux exigences du marché européen.

Les réponses aux questions de participants dans la salle ont permis de rappeler quelques points importants :

- Le marché peut imposer un certain devoir de diligence (ESG) mais il s'agit de critères difficiles à réaliser rapidement.
- Si elle désire demeurer compétitive sur le marché de la région, l'UE doit absolument apporter une valeur ajoutée grâce à sa Stratégie renouvelée, avec des résultats qui font la différence de manière tangible et concrète.
- Les processus de mise en œuvre et de monitoring et évaluation prennent du temps à se mettre en place. Le chemin vers une paix durable et vers une exploitation responsable des ressources naturelles de la région peut sembler long et difficile, mais le processus est aussi important et ce dernier doit être le plus inclusif possible.
- Les motivations différentes et parfois divergentes des divers acteurs de la filière, incluant les gouvernements, empêchent l'atteinte des objectifs fixés malgré des mémorandums ou des plateformes d'action communes.
- Le multilatéralisme et le régionalisme présentent beaucoup d'opportunités quand on décide de réellement travailler ensemble.
- Pénaliser tout ce qui est informel peut se révéler contre-productif, car fragilisant les petits exploitants aux ressources limitées et les poussant involontairement sur les voies de l'illégalité, voire sous la coupe d'organisations criminelles et de groupes armés, sources d'insécurité dans la région.
- La stabilité, l'ordre et la transparence sont des éléments clés d'une gouvernance responsable dans le secteur minier.
- Le monde n'est plus bipolaire et nous assistons à des changements accélérés dans la géo-économie mondiale. Il est donc possible d'établir des partenariats fondés sur des offres et des besoins complémentaires.
- L'accent est insuffisamment mis sur les flux financiers qui favorisent la prolifération des mouvements armés.
- La Stratégie renouvelée offre à la région une opportunité unique à saisir maintenant, car les besoins en minerais critiques et l'évolution des technologies de substitution peuvent changer en très peu de temps.

Quelques propositions concrètes ont émergé du panel 3 :

- Mettre en place des systèmes et des institutions qui pourront suivre tout ce qui est extrait de la région jusqu'à sa destination finale à l'horizon 2026.
- Etablir un processus de dialogue et d'échanges entre les états producteurs, avec la participation des différentes parties prenantes du secteur minier.
- Faciliter la libre-circulation des personnes car c'est un vecteur positif d'intégration économique régionale et de stabilité politique.
- Mettre à profit l'expérience du secteur privé africain ou européen pour innover et être créatif dans les solutions.
- Formaliser le secteur minier artisanal.
- Apprendre à mieux mesurer les impacts, notamment grâce à l'apport des communautés et les outils de l'intelligence artificielle. On peut s'inspirer de ce qu'a fait SFCG en ce sens.

4. PROGRAMME SOLUTIONS DURABLES POUR LES RÉFUGIÉS (ÉLARGIE AUX PROGRAMMES RÉGIONAUX SUR LES DÉPLACEMENTS FORCÉS/ RÉFUGIÉS)

Madame Catherine Wiesner, Cheffe de l'engagement extérieur au Bureau régional du HCR pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs, a dressé un aperçu de la situation des réfugiés dans la région des Grands Lacs. Après avoir présenté les statistiques sur les réfugiés en provenance du Burundi, elle a rappelé les principaux défis et opportunités liés à ces personnes déplacées de force.



Mme Catherine Wiesner, Cheffe de l'engagement extérieur au Bureau régional du HCR pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs

Elle a terminé en soulignant l'importance de renforcer la coordination, la planification et le dialogue pour l'appui aux solutions durables dans la région des Grands Lacs

Madame Elysia Buchanan, Gestionnaire de Regional Durable Solutions Secretariat (ReDSS) pour la région des Grands Lacs, est revenue sur l'importance de la promotion des solutions globales et durables pour les réfugiés dans la région des Grands Lacs grâce à un dialogue accru et à des échanges d'apprentissage entre les pairs.



Mme Elysia Buchanan, Gestionnaire de Regional Durable Solutions Secretariat (ReDSS)

Après avoir donné un aperçu des projets de réintégration dans les secteurs de l'éducation, de l'accès au logement et à la terre, des moyens de subsistances, Madame Marie-Louise Kabre Barreto, Représentante Adjointe du HCR au Burundi, a présenté les défis et opportunités liés au rapatriement et à la réintégration.



M. Valentin Lubunga Kibukila, Directeur Pays de IRC Burundi

Monsieur Valentin Lubunga Kibukila, Directeur Pays de IRC Burundi, a présenté la réponse intégrée pour favoriser la protection et la résilience des rapatriés au Burundi mise en œuvre avec le financement de l'UE. L'intervention vise à renforcer l'environnement de retour des rapatriés à travers l'amélioration de l'accès aux services de protection, de santé, et aux moyens de subsistance pour les rapatriés et les communautés d'accueil plus vulnérables.

Les représentants du HCR dans les pays d'asile ont montré les efforts déployés en faveur des réfugiés burundais avec le financement de l'UE. Des présentations ont été faites tour à tour par les représentants de HCR Rwanda, HCR Uganda, HCR Sud-Kivu et HCR Tanzanie. La GIZ Rwanda a présenté les actions déployées au Rwanda dans le domaine de l'autonomisation pour les réfugiés burundais.



Mme Marie-Louise Kabre Barreto, Représentante-Adjointe HCR au Burundi

De ces présentations nous retiendrons que les réfugiés burundais qui ont parfois peur de rentrer dans leur pays évoquent le manque de sécurité, le manque de terres et les faibles opportunités économiques.

Des actions doivent donc être menées afin de garantir la durabilité des solutions. C'est entre autres :

- Maintenir le dialogue à travers les réunions tripartites comprenant les autorités des pays d'asile et pays d'origine et le HCR.
- Organiser des missions "Go and See" vers le Burundi et « come and tell » dans les pays d'asile.
- Préparer les réfugiés à un éventuel retour en dispensant des formations professionnelles dans des domaines ciblés et dans la mesure du possible en les accompagnant dans la création d'activités génératrices de revenus.

Monsieur Daniel Gohring, Chef d'Equipe, service de la Commission européenne à la protection civile et aux opérations d'aide humanitaire - ECHO Grands Lacs - a présenté l'appui d'ECHO pour la région des Grands Lacs aux deux crises humanitaires principales qui sont :

- 1) La crise en RDC ;
- 2) La crise régionale des réfugiés.

L'UE a disponibilisé une enveloppe de 100 millions EUR pour la réponse humanitaire en RDC, et 11 millions EUR pour la crise régionale des réfugiés, pour l'année 2023. Les priorités de l'année 2024 sont déjà définies.

La situation en RDC bénéficiera d'un soutien accru alors que l'appui apporté à la crise des réfugiés dans la région des Grands Lacs se concentrera sur la réponse aux besoins dans les camps de réfugiés, les retours volontaires, le renforcement de la coopération dans le cadre du Nexus Humanitaire-Paix-Développement ainsi que le soutien au plaidoyer en faveur des solutions durables.

PANEL 4 : PANEL SUR LES DÉPLACEMENTS FORCÉS DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS



Panélistes :

- Célestin Harerimana, Rapatrié burundais
- Yassir Mohammed, Secrétaire exécutif adjoint de la CIRGL

- Jacqueline Manisabwe, Senior social Protection Specialist, Mission résidente de la Banque mondiale au Burundi
- Julie Bodin, Assistante technique pour les Grands Lacs africains, Direction générale pour la Protection civile et les Opérations d'Aide humanitaire européennes de la Commission Européenne (ECHO)
- Nestor Bimenyimana, Directeur Général pour le Rapatriement, la Réintégration et la Réinstallation des Rapatriés au Burundi

Modératrice : Catherine Wiesner (HCR), Cheffe de l'Engagement Extérieur, Bureau régional du HCR pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs.

Ce panel a permis de présenter les perspectives des différentes parties prenantes dans la gestion des déplacements forcés dans la région des Grands Lacs.

A titre d'illustration, l'UE, grâce à des approches programmatiques alliant les ressources et les instruments du FPI et de l'INTPA, a pu investir dans les camps de réfugiés et au sein des communautés d'accueil, avec des résultats positifs pour les bénéficiaires.

Le rapatriement des réfugiés est la solution durable privilégiée au Burundi. Le gouvernement s'attend à ce que tous ses citoyens, incluant les rapatriés, contribuent au développement du Burundi au travers de la « Vision Burundi, pays émergent en 2040, pays développé en 2060 ». Les autorités burundaises recommandent aux partenaires de réduire l'appui aux réfugiés dans les camps de réfugiés et d'investir davantage dans leur réintégration au Burundi.

Les panélistes ont relevé que les pays d'asile peuvent influencer positivement les perceptions sur les réfugiés, lorsqu'ils font de ces réfugiés, des acteurs économiques à part entière et donc des sources de développement.

Les organisations régionales telles que la CIRGL sont pleinement investies dans le renforcement des capacités sur les questions de solutions durables pour les réfugiés et la lutte contre l'apatridie et désirent former des experts afin de renforcer les compétences en termes d'alerte précoce, de prévention des conflits et de protection de ces populations vulnérables.

Le témoignage d'un ancien réfugié, membre du panel, a permis d'éclairer l'audience sur le cheminement, tortueux mais gratifiant, d'un retour au pays natal. Le succès de sa réintégration est le fruit d'actions conjointes des communautés d'accueil, des responsables politiques et administratifs et des partenaires internationaux. Ce témoignage a illustré l'importance de travailler ensemble, à tous les niveaux, afin de pouvoir mettre en place et délivrer des programmes qui font la différence dans la vie quotidienne des plus nécessiteux.

Les questions des participants ont permis de rappeler quelques points importants :

- L'accès à la terre, aux bassins de pêche ou à toute autre activité génératrice de revenus, sans préjudice aux populations locales est un gage de ce développement induit par la présence et l'implication des réfugiés dans leurs pays d'asile.
- Une approche régionale mais aussi locale, ainsi que des efforts et des investissements dédiés à la réintégration des réfugiés, conduisent plus facilement à leur autonomisation économique et jouent ainsi un rôle important dans le succès de leur réinsertion dans leurs communautés d'origine.

Quelques propositions concrètes ont émergé du panel 4 :

- Harmoniser les instruments de financement.
- Mettre en place des partenariats innovants avec le secteur privé, en concertation notamment avec l'IFC pour permettre des rapprochements entre réfugiés et entreprises et les rendre capables de jouer le rôle positif d'acteurs économiques.
- Intégrer les rapatriés dans les plans de développement au niveau local, comme membres de la communauté à part entière.



IV. CONCLUSIONS

Le colloque de haut niveau « Building together the future of the Great Lakes Region », pour le lancement des programmes régionaux financés par l'Union européenne dans le cadre de la « Stratégie renouvelée de l'UE pour la région des Grands Lacs », s'est tenu les 15 et 16 janvier 2024 à Bujumbura et a vu la participation des représentants de l'UE et de ses Etats membres, des Nations-Unies, de la CIRGL, des représentants des pays donateurs, des ONG, d'opérateurs du secteur privé, d'organisations de la société civile et des représentants des Etats de la région des Grands Lacs (membres de la CIRGL), dont le pays hôte, le Burundi.

Cette activité a été l'occasion de présenter la Stratégie renouvelée de l'UE ainsi que les programmes qui en découlent. Le colloque a également servi de cadre d'échanges avec des différents acteurs engagés dans la promotion de la paix, de la démocratie et du développement durable dans cette région.

L'UE et ses partenaires ont pu démontrer à travers leurs présentations que la Stratégie renouvelée de l'UE a plus que sa place dans la région. Cette démarche est d'autant plus pertinente que les défis de paix, de sécurité et d'exploitation responsable des ressources minières demeurent. Le changement de paradigme et la nouvelle approche gagnant-gagnant dans le cadre de la Global Gateway Strategy devraient être un gage pour une meilleure réussite. Il a été rappelé que la Stratégie a été élaborée dans une démarche inclusive et en consultation avec les différentes parties prenantes, tout en soulignant qu'elle s'inspire des documents de référence existants tels que la Vision commune 2030 adoptée lors du sommet Union européenne-Union africaine,; la Stratégie 2020 des Nations-Unies pour la consolidation de la paix, la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs ou encore l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération.

Les interventions des participants ont souligné l'impérieuse nécessité de voir travailler ensemble l'UE, ses Etats membres, les partenaires, les agences des Nations Unies, les organisations régionales, les Etats de la région, sans oublier les ONG, la société civile et le secteur privé.

Aussi, la mise en œuvre de la stratégie devra démontrer une réelle volonté d'apporter une valeur ajoutée avec des retombées concrètes dans la vie quotidienne des populations de la région.

Un des exemples de cette implication concrète concerne la contribution de l'UE à la transformation locale des ressources naturelles extraites dans la région. Les interventions des participants ont permis d'énoncer un certain nombre de conditions sine qua none au succès d'une telle initiative : d'importants investissements, devant être rendus possibles grâce à une plus grande implication du secteur privé; l'éducation et la formation pour une main d'œuvre qualifiée capable de produire des biens et de services aux standards de qualité internationales, ainsi qu'un climat des affaires assaini et surtout, une gouvernance permettant la paix et la stabilité.

L'implication concrète de l'UE ne vient cependant pas résoudre tous les problèmes de la région, encore moins exonérer la responsabilité des gouvernements de la région. Elle réaffirme simplement la volonté de demeurer présente à leurs côtés, de les accompagner et de leur apporter des moyens leur permettant de mener à bien leurs différentes initiatives pour la paix, la sécurité et le développement durable.

L'UE espère que sa Stratégie renouvelée, se basant sur une nouvelle approche inclusive de partenariat gagnant-gagnant et misant sur l'immense potentiel de la région, fera la différence et contribuera de manière substantielle, malgré les énormes défis à relever, à bâtir un futur prometteur pour la région des Grands Lacs.

Construisons ensemble le futur de la Région des Grands Lacs !



BUILDING TOGETHER

The Future of The Great
Lakes Region

Pour accéder à la bibliothèque numérique de l'événement, comprenant notamment les présentations, la Stratégie renouvelée de l'UE pour les Grands Lacs, ainsi que des détails sur les programmes régionaux, veuillez cliquer [ici](#).